



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*



**CARIBBEAN
FOOD
CROPS SOCIETY**

*SOCIETE CARAIBE
POUR LES PLANTES ALIMENTAIRES*

25

Twenty fifth
Annual Meeting 1989

25^e CONGRES ANNUEL

Guadeloupe

Vol. XXV

LE PROGRAMME «CENTRE AGRAIRE DU TOCANTINS» (CAT)

Jean HEBETTE

Centre des Hautes Etudes Amazoniennes (NAFA)
Université Fédérale de Para (UFP), Brésil

RESUME

La région baignée par le fleuve Tocantins a été le théâtre d'un très complexe et très dur processus d'occupation, à la fois par d'immenses latifundia, de grands projets d'infra-structures et quantité d'exploitations paysannes. Les conditions physiques, économiques et sociales dans lesquelles vivent les paysans immigrés les réduisent très souvent à une simple subsistance. La lutte entreprise pour la défense de leur terre et la survie de leurs exploitations les a amenés à chercher l'appui des organisations syndicales, assurant de la sorte à celles-ci un certain dynamisme. Les pouvoirs publics, par ailleurs, démontrent très peu d'intérêt pour la petite production agricole, ainsi très marginalisée. Le Centre agraire se propose, en un effort assez original dans le pays, de regrouper dans un travail conjoint de recherche-formation et développement, quelques institutions gouvernementales plus sensibles aux problèmes ruraux et les organisations paysannes d'une zone d'environ 50 000 km². La présente communication a pour but d'expliquer le fonctionnement du projet, sa programmation et ses premières répercussions.

ABSTRACT

THE AGRARIAN CENTRE OF TOCANTINS

The région watered by the Tocantins river has been the theatre of a very complicated and hard process of occupation both by immense latifundia, big infrastructure projects and by many peasant farms.

The physical, economic and a social conditions in which the immigrating peasants are living, very often reduce them to a simple subsistence. The struggle undertaken to the defense of their lands and the survival of their farms has led them to look for the support of unionist associations. This search give them some vitality.

Moreover, the authorities show very little interest for the small scale agricultural production, thus becoming very marginal. Within an enough inventive effort in the country, the Agrarian Centre proposes to regroup, in a joint work of research, training and development, some government institutions more sensitive to the rural problems and the peasant organisation of a zone of about 50,000 sq km

This paper aims to explain the functioning of the project, its programming and its first impacts.

Au cours de l'année 1988 a pris forme et a débuté dans l'extrême Nord du Brésil un programme de Recherche-Formation et Développement appelé Centre Agraire du Tocantins dont le siège se situe à proximité de la ville de Marabá (150 000 habitants).

Avant d'en exposer les objectifs, la structure et le fonctionnement, il me paraît utile de le situer, au préalable, dans son contexte géographique et institutionnel.

Le contexte socio-économique

La ville de Marabá est le centre économique et administratif d'une vaste région de la «frontière agricole» amazonienne. Isolée jusqu'au années 60 dans la forêt vierge, au confluent des fleuves Itacaïunas et Tocantins, elle fonctionnait comme port et centre commercial au service de l'activité économique dominante, la cueillette de la noix du Brésil totalement destinée au marché extérieur. Sa population ne dépassait pas les dix mille habitants. La densité démographique de la région se chiffrait à 0,2 hab/km². A la charnière des années 60 et 70, l'ouverture de grandes pistes dans la forêt vierge, telles la Belem-Marabá (1900 km), la transamazonienne (2 000 km) marque le début de grandes transformations économiques et sociales. La forêt fut éventrée par l'installation d'immenses pâturages fort peu peuplés (une tête de bétail pour 3 ou 4 ha), par l'implantation d'un projet de colonisation agricole sur la base d'unités familiales et surtout par l'arrivée de nombreux migrants d'origine rurale en quête de terre à cultiver. Les parcelles distribuées aux paysans présentent une dimension, sans doute étonnante pour beaucoup, qui varie autour de 100 à 50 hectares, selon l'époque de leur formation. En 20 ans, de 1960 à 1980, la population sextuple ; aujourd'hui, elle doit avoir décuplé. La découverte d'importants gisements miniers, notamment de minerais de fer, de manganèse et d'or, et leur mise en exploitation suscitèrent la formation de tout un réseau de services et d'un important prolétariat urbain. La compétition entre les grandes fermes d'élevage très extensif et l'agriculture de quasi-subsistance

eut pour résultat une structure foncière extrêmement concentrée évaluée à quelque 0,85 en termes du coefficient de Gini. La cueillette de produits de la forêt céda le pas à l'agriculture paysanne qui n'absorbe cependant pas plus que le quart ou le cinquième de la population.

Les paysans pratiquent la culture sur brûlis, principalement celle du riz, du manioc, du maïs et des haricots. Un ensemble de facteurs qui vont des conditions physiques au prix des produits en passant par le modèle technologique ne permettant pas aux paysans d'émerger au-delà du seuil de la pauvreté et les approchent parfois de la misère.

L'agriculture paysanne n'a jamais vraiment intéressé aucun des gouvernements qui se sont succédé dans les divers régimes que le pays a connus. La recherche agronomique est totalement concentrée sur les cultures d'exportation et sur le grand élevage ; les Facultés d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire ont logiquement suivi le même chemin ; la recherche et l'enseignement forestier sont insignifiants. Les organismes de développement s'adressent bien à la petite production agricole, mais leurs ressources en hommes et en moyens financiers sont minimes, extrêmement dispersés et partant inefficaces. Les paysans venus d'autres régions en quête de terres libres se sentent totalement abandonnés, manifestant une inquiétude grandissante à mesure que le défrichement de parcelles avance et que les rendements tendent à décroître au lieu d'augmenter.

Ils questionnent donc l'Etat et les chercheurs, protestent et exigent des mesures pratiques...

Il existe quelques associations, plus ou moins structurées, qui vont des formes traditionnelles d'entraide au moment de gros travaux, jusqu'à l'organisation professionnelle articulée du niveau local au niveau national, en passant par des embryons de coopératives.

L'organisation professionnelle généralisée dans le pays porte le nom de syndicat des travailleurs ruraux ; elle a un programme très flou et s'est longtemps confondue avec un bureau de sécurité sociale chargé de permettre l'accès de la population rurale aux différents services accordés par l'Etat, comme la retraite, les soins de santé. Il s'agit d'un syndicat unique de base municipale, bien que récemment se soient formées deux grandes centrales syndicales nationales interprofessionnelles. La compétition entre le latifundium et l'unité familiale pour l'accès à la terre a néanmoins insufflé aux syndicats de la région un dynamisme assez remarquable qui, jusqu'à une époque récente, s'est concentré précisément sur la défense de leur droit à la terre. Depuis deux ou trois ans, cependant, les syndicats ont du accueillir et prendre en considération la plainte des paysans, répercuter leur cri et partant mettre à leur programme une nouvelle forme de lutte qui est

celle de la productivité, de la valorisation des produits et des prix.

C'est dans ce contexte qu'est né le programme du Centre Agraire du Tocantins.

Le Centre Agraire du Tocantins

Il est apparu que toute amélioration stable et quelque peu généralisable de la condition paysanne passait nécessairement par un ensemble structuré de mesures convergentes qui porteraient sur les différentes dimensions de l'activité agricole (recherche, formation, innovation technologique) et qui engageraient, aux côtés des agriculteurs, le plus grand nombre possible d'institutions chargées des questions rurales. Il ne s'agissait donc pas de créer un organisme nouveau, privé ou public, qui viendrait joindre son inefficacité à celle des organismes existants ou, dans la meilleure hypothèse, juxtaposer à l'inefficacité de ceux-ci une efficacité hautaine et solitaire. La voie qui s'imposait nous apparaissait devoir passer par la collaboration, par l'intégration des moyens, par la dynamisation des structures existantes.

Celles-ci comportaient les instituts de recherche, les centres d'enseignement et de formation, les organismes publics de développement et les syndicats de travailleurs ruraux.

Ces structures qui relèvent en partie de l'Etat et en partie de l'organisation professionnelle impliquaient aussi deux catégories sociales distinctes : des universitaires et des petits producteurs. Elles obéissaient donc nécessairement à des méthodologies différentes, elles mettraient aussi en oeuvre des pratiques propres. Le programme d'action fut conçu en fonction de ces caractéristiques ; son originalité et ses chances de succès résident essentiellement dans l'articulation entre, d'une part, l'organisation syndicale, et, d'autre part, les organismes officiels de recherche, formation et développement. Il convenait d'institutionnaliser cette articulation à ses différents niveaux.

La mise en place de la collaboration des associations paysannes s'avéra assez aisée. L'ambition d'atteindre un univers paysan ample et représentatif et de provoquer un impact irréversible, de par ses propres dimensions géographiques, nous fit choisir quatre syndicats, c'est-à-dire quatre communes qui à l'époque, avant les démembrements de fin 88, représentaient une superficie d'environ 60 000 km² et une population agricole de 10 à 15 000 familles. La diversité des dominantes idéologiques, politiques, syndicales de ces quatre organisations nous paraissait garantir un équilibre salubre et offrir des points d'appui complémentaires, nous préservant du «tout ou rien» d'un choix unique. Les quatre syndicats instituèrent une

fondation, appelée FATA, avec ses statuts propres et sa structure de direction et d'administration.

Plus laborieuse est l'articulation des institutions officielles et la formation d'un groupe de travail de niveau universitaire. Les institutions concernées sont : l'Université Fédérale du Parà au travers de son Centre (interdisciplinaire) d'Etudes Amazoniennes (NAFA), l'Institut Brésilien de Recherches Agronomiques (EMBRAPA), le Secrétariat à l'Agriculture de l'Etat du Parà, l'Institut d'Aide Technologique Rurale de l'Etat du Parà (EMATER) et l'Institut de Développement Economique et Social de l'Etat du Parà (IDESP). A des degrés divers et avec des apports différents, ces organismes prennent en charge ce que l'on a appelé le Laboratoire Socio-Agronomique du Tocantins (LASAT). L'inspiration lui est donnée et la direction des travaux y est assurée par l'agronome Vincent de Reynal, détaché à cet effet par l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG).

Ce sont donc ces deux entités -FATA et LASAT- qui constituent l'essentiel de l'organigramme du CAT ; leur interaction sera la garantie de la réussite.

Les objectifs et la programmation

L'objectif fondamental du Programme est d'appuyer l'agriculture familiale en dépassant, dans la mesure historiquement possible, toute la gamme de contraintes technologiques, économiques, sociales et culturelles, qui pèsent sur elle, et, de cette manière, améliorer les conditions de vie de la paysannerie locale.

Cet objectif se réalise dès à présent sur le triple volet : Recherche, Formation et Développement. Sur chacun de ces volets, on veille à intégrer l'action des universitaires et celle des paysans dont la plupart ne se sont jamais assis sur des bancs d'école ou y ont passé un maximum de deux ou trois ans. Il s'agit d'une expérience extrêmement riche.

La recherche concerne à la fois la dimension proprement agronomique (sols, climat, végétation, système de production) et la dimension socio-économique (structure foncière, organisation sociale, structure du marché, politiques agricole et sociale). La connaissance de chacune de ces facettes de la réalité globale est assurée par la convergence des données qui composent le stock des connaissances empiriques des producteurs, de l'observation des chercheurs et stagiaires, de la littérature scientifique existante qui, il convient de le noter en passant, est très déficiente et sans commune mesure avec l'étendue géographique et la complexité du milieu.

Les actions de développement sont évidemment celles qui favorisent le plus

cette intégration. Elles sont menées en collaboration avec les syndicats et leurs multiples sections locales (une cinquantaine au total) ; c'est à travers ces sections que se fait la prise de conscience et la mobilisation des paysans en vue de leur participation effective aux activités programmées. Celles-ci en sont encore à leur début ; elles concerneront les améliorations technologiques, l'organisation locale en vue de la production, du traitement et de la commercialisation des produits ; l'élaboration de documents de revendications et le renforcement des structures de pression.

La formation est envisagée au double plan de la compétence scientifique et de l'éducation de base. Comme en beaucoup d'autres coins du monde, la compétence scientifique en Amazonie Brésilienne, a été mise au service des intérêts économiques dominants et la formation technologique s'est restreinte à l'intérieur des murs des Facultés. Nos agronomes n'ont guère, en général, le goût du terrain ; ils se réfugient dans la bureaucratie d'Etat ou dans des bureaux dits d'étude qui ne sont en fait que des boutiques de savoir à bon marché.

Il faut donc former une nouvelle génération de scientifiques du terrain - et cela ne peut se faire que sur le terrain ou en référence à lui. On ambitionne donc de développer une expérience de terrain étendue sur toute une année durant laquelle de jeunes agronomes, ingénieurs forestiers, éventuellement économistes et sociologues, accompagneront trois ou quatre unités familiales en proximité très poussée avec les agriculteurs disséminés dans l'ancienne forêt. Si l'intention de départ passe dans les faits, cette expérience sera ensuite absorbée au niveau d'un cours de post-graduation en développement rural en vue duquel s'associeraient l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG) et l'Université Fédérale du Parà (UFPa).

L'éducation de base des paysans est une des composantes essentielles de la Fondation Agraire. Elle sera prise en charge par cette Fondation avec l'appui des chercheurs du Laboratoire et avec la collaboration des organismes locaux, régionaux ou nationaux d'éducation populaire qui ne manquent pas, mais qui disposent rarement de l'appui scientifique indispensable.

Les moyens mis en oeuvre

Quels sont les moyens disponibles pour une entreprise d'une telle envergure ? et où les trouver ?

Sur place essentiellement pour les ressources humaines ; au niveau national, prioritairement, pour les ressources financières ; au niveau international en complémentarité. On en est encore à la phase de montage. Le programme CAT dispose, en bordure de fleuve, d'un terrain de 65 ha

constitué de forêt haute, pâturages, vergers, étables, poulaillers et maisons d'habitation ; cet ensemble est la propriété des syndicats. Sur le plateau qui domine ce terrain assez accidenté va être construit un centre de rencontre et de sessions d'étude capable de recevoir 50 à 60 participants. Il comportera des salles de réunions, des laboratoires, des dortoirs, des appartements pour les chercheurs, réfectoire, salle de loisir - un total de 2 000 m² couverts. L'équipement de cet ensemble et ses frais de fonctionnement sont pris en charge par un organisme officiel brésilien (FINEP). Des bourses d'étude sont allouées aux chercheurs et à des stagiaires par le Conseil National de la Recherche Scientifique (CNPq). En dehors de l'expert français et du directeur exécutif de la Fondation, responsable également du fonctionnement de la base physique, le personnel actuellement engagé dans le Programme est cédé par les institutions qui en font partie. Des interventions plus ponctuelles sont prises en charge par la Coopération internationale : INRA, ORSTOM, Instituto de Investigação Científica Tropical (IICT) de Lisbonne. Dans la ligne de son inspiration profonde, le Programme s'efforce d'engager les organismes officiels les plus divers en vue de l'exécution de ses objectifs : on revendique de la régie de l'électricité (CELPA) la liaison du Centre au réseau régional, du département des travaux publics, l'ouverture de voies d'accès. Ces requêtes sont facilitées par la double polarisation du Programme : C'est tantôt les institutions officielles qui pressionnent, tantôt l'organisation syndicale qui revendique. On vise, en somme, à ce que l'agriculture paysanne soit prise en considération à tous les niveaux et par tous les secteurs.

Conclusion

Le Centre Agraire du Tocantins a aujourd'hui ses structures essentielles en place. Son programme a démarré. L'interaction Organisation Professionnelle (FATA) - Milieu scientifique et de développement (LASAT), pièce maîtresse du Programme et clé du succès espéré, s'est déjà rodée. Des premiers résultats -évidemment provisoires- sont encourageants. Leur présentation sera l'objet d'une communication complémentaire.